

COMPTE RENDU/BOOK REVIEW

Bertrand Badie, Rony Brauman, Emmanuel Decaux, Guillaume Devin et Catherine Wihtol de Wenden, eds. *Pour un autre regard sur les migrations. Construire une gouvernance mondiale*. Paris: La Découverte, 2008, 125 p.

Andrea Rea et Maryse Tripier, *Sociologie de l'immigration* (nouvelle édition). Paris: La Découverte, collection Repères, 2008, 128 p.

Ces deux courts ouvrages ouvrent leur propos respectif sur quelques observations communes : les migrations internationales augmentent et sont inévitables; elles sont le plus souvent présentées par les autorités politiques et les médias comme une menace pour l'intégrité des territoires et la cohésion sociale; elles font actuellement l'objet de débats passionnés au sein de la plupart des sociétés « d'accueil ».

Si les auteurs proposent dans les deux livres de rompre avec ce traitement alarmiste des questions migratoires, ils le font cependant en empruntant des registres complètement différents. Alors que Rea et Tripier s'attardent « à restituer la rigueur du travail scientifique produit » (p. 4) depuis le début du XXe siècle, principalement par les sociologues états-uniens et européens, Badie et ses collègues réfléchissent pour leur part, à la demande du ministère des Affaires étrangères et européennes, aux conditions d'une « bonne mobilité » en vue de jeter les bases d'une gouvernance mondiale des migrations.

L'importante revue de la littérature sociologique effectuée par Rea et Tripier, bien qu'incomplète, constitue une excellente introduction à la sociologie de l'immigration. Après avoir abordé le contexte dans lequel est née la sociologie de l'immigration aux États-Unis (chapitre 1) et en France et en Europe (chapitre 2), ils enchaînent avec un rappel des théories explicatives des migrations privilégiées par les sociologues jusqu'à ce jour (chapitre 3). Les auteurs présentent ensuite (chapitre 4) les travaux fondés sur les concepts d'ethnicité, d'acculturation et d'enclaves ethniques et leurs conditions historiques d'émergence. Le chapitre 5 nous entraîne du côté de la production de l'altérité via les logiques de non-reconnaissance et les processus de catégorisation. Les auteurs font ici référence aux récents débats soulevés en France sur les « statistiques ethniques ».

On reste toutefois sur sa faim après la lecture du chapitre *Classe, genre et ethnicité en France* puisque la question du genre y est au final à peine effleurée. La confiance longtemps allouée par les intellectuels français aux capacités intégratrices du modèle universaliste et républicainiste, couplée à un déni de mémoire rappelé par les auteurs, explique sans doute au moins en partie ce tardif et difficile croisement conceptuel genre/ethnicité en France. L'ouvrage s'achève par une présentation des principaux modèles européens d'intégration ainsi que par le débat actuel entourant la spécificité du modèle français. Ici, on regrette qu'il n'y ait pas de dialogue avec les sociologues de l'immigration au Canada, la politique du multiculturalisme constituant pourtant une source argumentative tant pour les tenants que pour les moins tenants du « modèle républicain ».

Ce que le lecteur voit par-dessus tout émerger — non sans crainte — de ce survol historique et spatialisé de l'objet sociologique « migration » est la tentation actuelle renouvelée, de la part des décideurs politiques européens, de l'appréhension culturaliste des migrations qui prévalait à l'époque des premiers travaux de Chicago et des politiques « White anglo-saxon protestant ». La crainte du communautarisme et de l'islam, le lien quasi systématiquement entre jeunes de banlieues issus de l'immigration et délinquance, l'adoption d'un code de la nationalité en France, la construction européenne qui tend à opposer les catégories d'Européens historiques aux « autres », cela formalisé par le resserrement du contrôle des frontières extra-européennes, sont des indications claires des orientations actuellement prises par les pouvoirs publics européens.

C'est sur ce constat que Badie *et al.* débutent leur réflexion. Après avoir présenté un bref état des lieux des migrations dans le monde, leurs causes et les nouvelles formes migratoires (chapitre 2), ils font un compte rendu des voix et des intérêts différenciés des acteurs concernés (États, OIG, ONG, syndicats et patronats, migrants et leur famille) (chapitre 3). Les auteurs s'attardent ensuite à montrer en quoi les migrations devraient plutôt être conçues comme un « bien public mondial » pouvant entraîner des bénéfices pour tous (chapitre 4). Ils définissent la gouvernance comme une structure réunissant une multitude d'acteurs privés et publics, nationaux et internationaux, participant à la détermination d'objectifs communs et arrimant « leurs ressources pour parvenir à un traitement plus fonctionnel » des problèmes (p. 15).

Les auteurs sont d'avis que l'inefficacité des instances actuellement en charge des questions migratoires (HCR, OIM, OIT, PNUD, UNICEF, UNESCO) tient à leur manque de coordination (chapitre 5). Ils affirment également que la logique de contrôle qui sous-tend les processus d'intégration régionale ne prend pas en compte les intérêts de tous les

acteurs concernés, dont ceux des pays de départ. Dans un même souci de gouvernance globale, il faut inclure la société civile en amont et en aval des prises de décision (chapitre 6). L'ouvrage aborde ensuite la nécessité d'assurer la sécurité des migrants tout au long du processus migratoire, ce qui permettrait par ailleurs de contrer les groupes criminels qui participent à la traite des êtres humains. Les auteurs suggèrent la conception d'un statut international du migrant qui serait enchâssé dans une Charte de droits et d'obligations (chapitre 7). De même, s'il existait un droit individuel de migrer, les États obtiendraient dès lors un cadre commun de référence — la réussite de la migration du migrant — à partir duquel orchestrer les mouvements migratoires aujourd'hui désordonnés (chapitre 8).

Enfin, les auteurs évoquent la possibilité de miser sur le potentiel offert par le Forum mondial sur la migration et le développement afin d'amorcer une gouvernance mondiale des migrations. L'ouvrage de Badie *et al.* propose des actions concrètes et ne se réduit donc pas à une suite d'énoncés de principe. Au terme de la lecture, on espère tout de même que les solutions formulées ne resteront pas que des vœux pieux...

Ces deux ouvrages se complètent. Grâce à la contextualisation des migrations et des savoirs scientifiques, Rea et Tripier nous offrent des modèles interprétatifs utiles afin d'adopter un regard plus distancié à l'endroit des migrations contemporaines. Badie et ses collaborateurs identifient les différents goulots d'étranglement qui paralysent la gestion politique et juridique actuelle des flux migratoires à l'échelle internationale et nous entraînent sur la voie des solutions envisageables.

UNIVERSITÉ D'OTTAWA

STÉPHANIE GARNEAU

Stéphanie Garneau est docteure en sociologie et professeure adjointe à l'École de service social de l'Université d'Ottawa. Également chercheuse à l'Observatoire Jeunes et Société, ses recherches portent principalement sur les mobilités internationales d'étudiants et de migrants qualifiés, sur la libéralisation et l'internationalisation de l'enseignement supérieur ainsi que sur l'enquête de terrain en contexte de globalisation. Elle a publié des articles scientifiques, notamment dans la *Revue européenne des migrations internationales* et la revue *Sociologie*.